

Le Japon face à son passé colonial

Arnaud Nanta, chargé de recherche au CNRS
Centre de recherches sur le Japon, EHESS, CNRS
in Daniel Lefeuvre et Olivier Dard (dir.),
L'Europe face à son passé colonial, Riveneuve éditions, 2009

La mémoire de la colonisation japonaise moderne (1895-1945) et celle de la Guerre de Quinze ans (1931-1945)¹ se sont imposées depuis le début de la décennie 1980 comme des objets de tension croissante entre le Japon, les deux Corée et la République populaire de Chine. Débouchant sur d'importants débats mémoriels dans les années 1990, elles entravent aujourd'hui les échanges entre ces pays. Ces débats apparaissent au travers des trois questions récurrentes qui sont celle de l'enseignement de l'histoire, celle des commémorations officielles et enfin celle des réparations exigées auprès du Japon². La perception de ces trois points montre en réalité d'amples écarts au sein de la population japonaise, ainsi qu'entre celle-ci et sa classe dirigeante qui peine à assumer la responsabilité des actions menées par le pays depuis la fin du XIX^e siècle.

Si l'Europe occidentale connaît des « guerres de mémoire », la situation européenne trahit un contraste entre d'un côté la mémoire des guerres modernes, qui est apaisée entre les anciennes puissances, et, d'un autre côté, la question de la responsabilité coloniale occidentale qui, elle, soulève de grands débats depuis la fin des années 1990. En Asie orientale la situation est plus ambiguë, car les années 1930 et la

¹ Après Taiwan en 1895, la Mandchourie (région du nord-est de la Chine) fut progressivement *colonisée* après 1905 *via* un système de concessions tandis que la Corée, protectorat en 1905, fut *annexée* en 1910. La progression en Chine se fit par à-coups jusqu'en 1931, pour déboucher sur la *colonisation* systématique de la Mandchourie puis sur la seconde Guerre Sino-japonaise (1937-1945). En outre, la colonisation japonaise moderne continue une colonisation d'Ancien Régime. Pierre-François SOUYRI, « La colonisation japonaise : un colonialisme moderne mais non occidental », in Marc FERRO (dir.), *Le livre noir du colonialisme*, (1^{ère} éd. 2003), Paris, Hachette, 2005, p. 543-574 ; Gi-Wook SHIN et Michael ROBINSON (dir.), *Colonial Modernity in Korea*, Harvard, Harvard University Press, 1999 ; Michel VIÉ, *Le Japon et le monde au XX^e siècle*, Masson, 1995 ; Pierre-François SOUYRI, « Une forme originale de domination coloniale? Les Japonais et le Hokkaidô avant l'époque Meiji », in Martine GODET (dir.), *De Russie et d'ailleurs, Mélanges Marc Ferro*, Paris, Institut d'études slaves, 1995, p. 373-388 ; Ramon H. MYERS et Mark R. PEATTIE (dir.), *The Japanese colonial empire, 1894-1945*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1984 ; KOBAYASHI Hideo, "*Daitôa kyôei ken*" *no keisei to hôkai* (Genèse et chute de la "Sphère de co-prospérité de la Grande Asie Orientale), Tôkyô, Ochanomizu shobô, 1975.

² TAKAHASHI Tetsuya, *Yasukuni mondai* (La question du Yasukuni), 2005, trad. fr. : Paris, Demopolis, 2009.

Seconde Guerre mondiale se situent en continuité avec l'effort colonial issu du XIX^e siècle, auquel participèrent les puissances occidentales. La période militariste poursuivit l'effort expansionniste mais ne créa cependant pas l'empire colonial, construit au début du siècle (1895-1910). Celui-ci doit être bien distingué de la seconde Guerre Sino-japonaise (1937-1945) ou de la « Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale », inaugurée en 1940. Ces deux périodes se sont superposées et confondues dans les mémoires. Les tensions autour du Japon deviennent intelligibles si l'on a à l'esprit qu'il s'agit surtout de problèmes de mémoire coloniale : il est notable que, malgré des débats, il n'y ait pas de « controverse historique » entre le Japon et la Russie ou les États-Unis, pays qui se sont combattus au XX^e siècle. C'est en replaçant l'empire colonial japonais au sein de l'histoire mondiale et au sein du choc des impérialismes, et non en opposant impérialismes européens et « extra-européens »³, que l'on pourra saisir les dynamiques qui régissent les relations entre puissances et dominés à l'ère des empires. On pourra peut-être alors éclaircir les querelles de mémoire dans le monde d'après les décolonisations.

Dans un premier temps seront présentés les débats mémoriels au Japon depuis l'après-guerre, en analysant la relation entre travail des historiens et élaboration d'une mémoire de « victime ». Un second temps montrera comment le Parti libéral démocrate a tenté de façon continue de contrôler l'enseignement de l'histoire, en tentant d'imposer dans les manuels une vision positive des guerres modernes et de la colonisation. Dans un dernier temps sera analysée l'internationalisation de la querelle sur l'enseignement dans les années 1980-1990.

Les avancées de la recherche historique et le repli de la mémoire

La recherche universitaire sur la Guerre de Quinze ans débuta dès l'immédiat après-guerre. Ce travail fut d'abord mené par des historiens engagés et notamment l'école marxiste qui constituait le moteur de l'historiographie japonaise dans les décennies 1950 et 1960⁴. Ces auteurs critiquèrent sévèrement le « système impérial »

³ Bernard DROZ, *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2006, p. 8.

⁴ Sur cette période : Michael LUCKEN, Anne BAYARD-SAKAI et Emmanuel LOZERAND (dir.), *Le Japon après la guerre*, Philippe Picquier, 2006 ; Herbert P. BIX, *Hirohito and the Making of modern Japan*, NY, Harper Collins, 2000 ; George W. DOWER, *Embracing Defeat : Japan in the Wake of World War II*, NY, W. W. Norton, 1999.

c'est-à-dire le régime politique mis en place à la fin du XIX^e siècle autour d'un empereur restauré ; régime considéré comme intrinsèquement anti-démocratique et militairement expansionniste. Chez les universitaires, les travaux de Inoue Kiyoshi (1913-2001)⁵, historien anti-impérialiste majeur des années 1950-1980, conclurent à la relation entre « système impérial » (*tennô-sei*) et impérialisme expansionniste (*teikokushugi*) dès son ouvrage classique de 1953 *Nihon no gunkokushugi* (Le militarisme japonais)⁶. Cette lecture monolithique de la période 1868-1945 fut encouragée par l'élaboration au même moment d'une perception négative chez la population du « militarisme japonais ». Cette dévalorisation de l'avant-guerre possédait cependant ses ambiguïtés : la population était focalisée sur elle-même, au détriment des anciens colonisés ou des victimes des guerres étrangères. Malgré des conflits en son sein, cette mémoire de victime reste hégémonique plus d'un demi-siècle plus tard.

La recherche sur la colonisation japonaise, d'abord déconsidérée, se développa après ce premier mouvement historiographique sur le militarisme et la Guerre du Pacifique. Elle débuta dans la seconde moitié des années 1960, soit une vingtaine d'années après ce qui fut la première des décolonisations modernes, en août 1945. Cette recherche distanciée sur l'histoire de la colonisation⁷ débuta après 1965 autour de la Corée. Avec ses 700 000 colons et étant juridiquement annexée à la métropole, mais aussi du fait de l'important nombre des Coréens résidant au Japon (avant et après 1945⁸), la péninsule a constitué un objet d'intérêt particulier pour la recherche. À l'horizon de 1970, des ouvrages systématiques apparurent, tels par exemple *Nihon teikokushugi no keisei* (La formation de l'impérialisme japonais) de Inoue en 1968⁹, *Nihon tôchika no Chôsen* (La Corée sous le gouvernement du Japon) de Yamabe Kentarô (1905-1977) en 1971, *Nankin dai gyakusatsu* (Le grand massacre de Nankin) de Hora Tomio

⁵ Suivant l'usage dans le monde sinisé, le nom de famille précède le prénom.

⁶ INOUE, vol. 1 : *Tennô-sei guntai to bungu* (L'armée et la clique militaire du système impérial) ; vol. 2 : *Gunkokushugi to teikokushugi* (Militarisme et impérialisme), Tôkyô, Tôkyô daigaku shuppan kai, 1953.

⁷ Il existait aussi une historiographie japonaise de la colonisation avant 1945. Elle fut « patriotique » et colonialiste au début du 20^e siècle, mais plus intéressée par les dynamiques historiques à la fin des années 1920 avec le travail de Tabohashi Kiyoshi (1897-1945) de l'Université impériale de Keijô (Seoul).

⁸ Cette population est issue de l'immigration coloniale vers la métropole après 1910, ainsi que d'anciens travailleurs forcés amenés durant la Seconde Guerre mondiale et devenus irrapatriables avec la Guerre de Corée (1950-1953).

⁹ La même année, Marc Ferro dénonçait le militarisme français dans *La Grande Guerre*.

(1906-2000)¹⁰ en 1973, ou bien en 1975 “*Dai Tōa kyōei ken*” *no keisei to hōkai* (Genèse et chute de la « Sphère de co-prospérité de la Grande Asie Orientale ») de Kobayashi Hideo (1943-). Depuis le milieu des années 1960, ces universitaires ont accumulé une masse de travaux sur les guerres et sur la colonisation japonaises avec des auteurs tels Inoue, Kobayashi ou encore Ôe Shinobu (1928-), spécialiste d’histoire militaire. Cette recherche fut menée en coopération avec leurs collègues coréens et taiwanais, les échanges étant continus grâce aux contacts d’avant 1945 et grâce à la diaspora coréenne¹¹. À l’entrée de la décennie 1980 s’était constitué un immense corpus critique qui, dans les grandes lignes, ne fait plus débat.

Ce travail historique peinait cependant à s’imposer face à la mémoire nationale, c’est-à-dire face aux perceptions collectives du passé, en permanente reconstruction, et face à l’État. Entre les familles des victimes civiles des grands bombardements du printemps 1945, les militaires revenus des différents champs de bataille, ceux des armées de Mandchourie et de Corée envoyés en camps soviétiques jusqu’en 1949¹², les familles des défunts de guerre ou encore tous les « pieds-noirs » rapatriés de Corée, ainsi que de Taiwan, de Mandchourie et, en 1948, de Karafuto¹³ — île annexée par l’U.R.S.S.—, la mémoire japonaise avec ses 3 100 000 morts civils et militaires en 1937-1945 n’était ni apaisée ni unanime. Et à l’heure de la reconstruction du pays, ces mémoires étaient largement focalisées sur elles-mêmes. Le passé n’était pas oublié mais plutôt mis de côté. Parallèlement, la perception de la majorité des conservateurs — au pouvoir dès l’occupation puis autour du Parti libéral démocrate, fondé en 1955 — restait celle de guerres justes et d’une colonisation globalement positive, malgré leur évincement du pouvoir par les militaires durant la guerre.

Cette perspective vis-à-vis des anciens dominés s’affirma après le retour de la souveraineté nationale en 1952, comme ce fut le cas lors des négociations en vue de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Corée du Sud

¹⁰ Hora fut l’historien le plus important sur le massacre de Nankin dans les décennies 1970-1980 ; il était aussi engagé dans le combat contre le négationnisme.

¹¹ Des universitaires japonais restèrent travailler jusqu’en 1949 dans l’ex-Université impériale de Taipei (de la période coloniale).

¹² Les Japonais y furent ensemble avec des Coréens de l’ex-armée impériale.

¹³ Karafuto est le nom japonais de Sakhaline. Obtenue en 1905, environ 500 000 Japonais y habitaient en 1945. Sur cet épisode de la décolonisation, voir : Mariya SEVELA, « Cohabitation forcée : le Japon et la Russie sur l’île de Sakhaline (1945-1948) », in Jean-Pierre BERTHON et Anne GOSSOT (dir.), *Japon Pluriel 3*, Paris, Philippe Picquier, 1999, p. 71-81.

(1951-1965)¹⁴. Alors que le représentant coréen exigeait des excuses officielles pour « l'occupation »¹⁵ de la péninsule (provoquant la surprise de l'observateur américain), le représentant japonais insista en 1953 sur la positivité de la colonisation. Ce différend mémoriel provoqua une rupture des négociations : on était alors proche de l'époque coloniale pour le Japon et certains pays européens étaient d'ailleurs en pleines guerres coloniales. La normalisation des relations diplomatiques (1965) n'amena aucun consensus quant à la question coloniale, ni quant à celle des réparations, éludées par les gouvernements japonais successifs et par le général Pak Chông-hûi (1917-1979) qui privilégiait la modernisation accélérée de l'économie coréenne¹⁶. De façon semblable, Zhou Enlai (1898-1976) abandonna toute exigence de réparations lors de la normalisation des relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et le Japon en 1972, provoquant le désarroi des dirigeants ultérieurs¹⁷. Le fait que le Japon resta proche de Taiwan — marqué par une culture anti-communiste et tendant aujourd'hui à considérer la colonisation comme une période parmi d'autres à côté de celle de dictature par le Guomindang — renforça chez les conservateurs la conviction que le ressentiment coréen était un cas particulier.

Des facteurs extérieurs conférèrent une légitimité supplémentaire à cette position des conservateurs, notamment le revirement dans la politique extrême-orientale des États-Unis qui eurent besoin dès 1947-1949 de consolider le « camp occidental » : la Corée, le Japon et, bientôt, le Viêtnam, contre la menace sino-soviétique. Durant l'occupation, les États-Unis cherchèrent, parfois contre leurs alliés¹⁸, à punir le Japon non pour les crimes de guerre ou pour des faits de colonisation, mais pour avoir conduit la Guerre du Pacifique contre les Anglo-Américains. Cette volonté de limiter les poursuites apparut lors du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient

¹⁴ A. NANTA, « Les débats au XX^e siècle sur la légalité de l'annexion de la Corée par le Japon (1904-1910) : Histoire et légitimité », (publication prévue en 2009).

¹⁵ Les deux Corée n'admettent pas que la péninsule ait été colonisée et affirment, au travers d'un contre-sens historique absolu, qu'elle a été « occupée » durant quarante ans.

¹⁶ Les discussions reprirent sous l'impulsion d'anciens de l'époque coloniale : Pak, ancien gradé de l'armée impériale et qui mit en place une dictature militaire par le coup d'État de mai 1961 en Corée, et le Premier ministre Kishi Nobusuke (1896-1987), ancien haut fonctionnaire en Mandchourie et ministre durant la Guerre du Pacifique. Tous deux souhaitaient le rapprochement entre le Japon et la Corée. En 1965, Pak obtint 800 millions de dollars d'aide au développement contre la promesse d'abandonner toute autre exigence, provoquant le désarroi des générations ultérieures.

¹⁷ À partir de 1979, Deng Xiaoping (1904-1997) obtint une aide au développement de la part du Japon, qui a énormément soutenu la Chine depuis, sans qu'il soit question cependant de « réparations ».

¹⁸ Les États-Unis repoussèrent les revendications australiennes et britanniques vis-à-vis de l'empereur.

(1946-1948), ou Procès de Tôkyô, qui s'efforça de démontrer l'existence d'un « complot » contre la paix au sein de l'Armée de terre dans les années 1930. Les « criminels de guerre de catégorie A », seule catégorie jugée, étaient ceux accusés de « crimes contre la paix mondiale » ; les catégories B et C — respectivement les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité — ou la question coloniale n'étaient pas à l'ordre du jour¹⁹. Ni la France ni l'Angleterre, qui siégeaient comme juges, ne souhaitaient discuter de la question coloniale, étant eux-mêmes encore des empires coloniaux. Leur position fut mieux écoutée par H. Truman, qui succédait à l'anticolonialiste F. Roosevelt²⁰. La responsabilité de l'empereur et celle de la nation furent éludées de par cette volonté américaine d'assurer la stabilité intérieure, alors même que les communistes réclamaient la mise en jugement de Hirohito²¹. De même, la Corée du Sud de Yi Sûng-man (1875-1965)²² souhaitait participer aux négociations de paix avec le Japon à San Francisco (1951) en tant que « pays vainqueur de la guerre » : l'Angleterre, le Japon et les États-Unis s'y opposèrent afin de ne pas créer de précédent au sein d'un ordre mondial encore largement colonial. Pour les États-Unis, bientôt ralliés au soutien d'une France « fantassin du monde libre » en Indochine²³, l'essentiel était d'assurer la stabilité du Japon et de la Corée du Sud — après la création de deux États en 1948 — face à la menace du bloc de l'Est.

Non seulement cette conception restreinte de la responsabilité de guerre japonaise — limitée aux « ultra-nationalistes » et éludant la question coloniale — était acceptée par la population, mais elle était aussi partagée par les intellectuels progressistes et libéraux d'après-guerre. Si la recherche historique se pencha sur la colonisation à partir de 1965, entre-temps c'était surtout la question de la responsabilité

¹⁹ Si la question des crimes contre l'humanité avait été évoquée, les États-Unis auraient dû se pencher sur les bombardements atomiques. Le cas du général Matsui Iwane est ambigu : condamné pour Nankin (1937), il fut jugé innocent pour la catégorie A. Des criminels de guerre de catégories B et C furent jugés par des cours locales dans l'ensemble de l'Asie. Franck MICHELIN, « Le procès des criminels de guerre japonais », *L'Histoire*, n°271, 2002, p. 54-61.

²⁰ L'Angleterre avait défendu peu avant la souveraineté française sur l'Indochine contre F. Roosevelt. Sur la position anglaise vis-à-vis de la Corée cf. *infra*. Daniel HÉMERY et Pierre BROCHEUX, *Indochine, la colonisation ambiguë*, Paris, La Découverte, éd. augm. 2001.

²¹ Cela eut pour effet d'évacuer la question des rapports entre démocratie et expansionnisme dans le Japon d'avant-guerre, la construction de l'empire colonial étant plus ancienne.

²² Membre des mouvements de résistance coréens à Shanghai, Yi Sûng-man (Syngman Rhee) faisait partie de l'aile anti-communiste et dut s'exiler aux États-Unis. D'où le choix américain de le choisir en 1948.

²³ Selon la formule employée à l'OTAN fin 1952. Jacques DALLOZ, *La Guerre d'Indochine. 1945-1954*, Paris, Seuil, 1987, p. 195

de l'État *vis-à-vis de la nation* qui préoccupait les historiens et les intellectuels. Les premiers ouvrages de Inoue ou ceux d'auteurs contemporains, en superposant l'idée de « système impérial » (qui concerne le niveau national) et celle d'« impérialisme » (qui concerne l'expansion extérieure), avaient pour effet de surfocaliser les problématiques sur l'État de Meiji (1868-1912) qu'ils considéraient comme un régime « absolutiste » ; une position similaire à celle des auteurs chinois ou coréens ultérieurs²⁴. Cette superposition apparut aussi, du moins au début, chez un penseur influent comme Maruyama Masao (1914-1996), connu pour sa critique du militarisme. Celui-ci opposait « nationalisme sain » et « ultra-nationalisme » tout en analysant le fonctionnement de ce dernier et ses conséquences par rapport à l'état de la société japonaise²⁵. Autrement dit, pour les libéraux et les marxistes, la question de la responsabilité de guerre se ramenait à celle du « système impérial ». Cependant, Maruyama ou l'économiste Ôtsuka Hisao (1907-1996) expliquaient le militarisme non pas comme l'aboutissement d'un processus enclenché à l'ère Meiji mais plutôt comme un « dérapage » dû à un « manque de modernité » : ils furent critiqués par les marxistes qui superposaient modernité, capitalisme et impérialisme²⁶. Cette configuration évoque, dans ses grandes lignes, celle de l'Autriche d'après la guerre, là aussi liée à la Guerre Froide et aux États-Unis : la nation aura été victime d'un complot des « ultra-nationalistes » et pouvait donc faire table rase de son passé²⁷.

Alors qu'après la décolonisation, le Japon oubliait rapidement son empire colonial, la mémoire des bombardements de 1945, conventionnels (le grand bombardement de Tôkyô du 10 mars qui fit plus de 80 000 morts, ainsi que ceux d'Ôsaka et de Nagoya) et atomiques à Hiroshima et Nagasaki, l'installait durablement dans une position de victime — perception qui passait outre le processus ayant conduit à la guerre²⁸. Les conservateurs n'admettaient ainsi aucune responsabilité, tandis que les

²⁴ De ce fait tous ceux-là ont cru voir dans l'impérialisme colonial japonais un phénomène spécifique.

²⁵ Son célèbre article « Chô kokkashugi no ronri to shinri » (Logique et psychologie de l'ultra-nationalisme), dans la revue *Sekai* en mai 1946, allait dans ce sens. Compilé in *Gendai seiji no shisô to kôdô* (Pensée et mouvements dans la politique contemporaine), Tôkyô, Miraisha, 1966, p. 11-29.

²⁶ Cette opposition entre marxistes et « modernistes » se poursuit après les années 1970 quand l'historiographie se scinda en deux courants : l'un faisait l'éloge de la modernité japonaise tout en éludant la question coloniale, le second se penchait sur l'histoire de la colonisation tout en considérant l'impérialisme comme « consubstantiel » à la modernité. La remise en cause de l'histoire hypercritique de la colonisation (issue du second courant) ne se limitera pas à « l'extrême droite » mais proviendra aussi de ce premier courant.

²⁷ Dans le cas de l'Autriche cependant, la question coloniale ne se posait pas.

²⁸ Le nombre important des muséums pour la paix au Japon dont les expositions sont centrées sur les

progressistes et les libéraux la rejettent sur le « complexe militaro-industriel ». Cette configuration fut en outre renforcée par la Guerre Froide qui affirma deux conceptions opposées de la nation, l'une accordant la prééminence à l'empereur chez les premiers, l'autre au peuple chez les seconds.

Éducation patriotique et éloge du passé ?

Dans ce contexte, des tensions entre histoire et mémoire apparurent dès les années 1950 alors que les conservateurs tentaient de contrôler le contenu de l'enseignement et qu'ils considéraient qu'aucune concession n'était possible sur les commémorations étatiques des morts à la guerre, le 15 août. Ces tensions traduisirent un antagonisme entre, d'un côté, la majorité des historiens, une partie de l'opinion publique rassemblée dans des associations ainsi que les partis d'opposition, communiste et socialistes, et, d'un autre côté, les cadres politiques conservateurs qui se sont largement perpétués entre avant et après août 1945 au sein de l'État puis du Parti libéral démocrate²⁹.

Les manuels scolaires furent considérés comme un vecteur central du militarisme par l'occupant américain, qui les soumit à la censure en rayant certaines mentions. Ils furent remplacés dès 1946 par de nouveaux textes, notamment celui rédigé sur commande par l'historien libéral Ienaga Saburô (1913-2002), *Kuni no ayumi* (Les progrès de la nation). Ce nouveau manuel fut pourtant âprement critiqué par les historiens marxistes³⁰, dont Inoue qui lui reprocha son « écriture sans ferveur, centrée sur la famille impériale, exactement comme dans les manuels de la [dernière] guerre³¹ ». Ienaga s'en défendit en invoquant une écriture neutre de l'histoire : pour lui, la place de l'empereur touchait à l'histoire culturelle de l'archipel, ce que Inoue considérait comme une prégnance de l'idéologie du « système impérial ». Cependant un mouvement de

bombardements de 1945, illustre cette situation.

²⁹ Eric SEIZELET, « L'après-guerre comme paradigme politique », in M. LUCKEN et al. (dir.), *Le Japon après la guerre*, op. cit., p. 19-46 ; Michel VIÉ, *Le Japon et...*, op. cit.

³⁰ Notamment par les associations progressistes : Minshushugi kagakusha kyôkai (Association des scientifiques démocrates) et Rekishigaku kenkyûkai (Société des études historiques).

³¹ INOUE publia l'ouvrage : *Kuni no ayumi hihan : tadashii Nihon rekishi* (Une critique de *Kuni no ayumi* — Pour écrire une histoire correcte du Japon), Tôkyô, Kaishô, 1947. Sur les progressistes et les historiens marxistes après-guerre : OGUMA Eiji, *Minshu to aikoku* (Démocratie et patriotisme), Tôkyô, Shin.yôsha, 2002 ; AMINO Yoshihiko, « *Nihon* » o megutte (À propos du « Japon »), Tôkyô, Kôdansha, 2002.

« retour en arrière » allait débiter dès 1953³², par une tentative d'annuler les réformes impulsées durant l'occupation et qui avaient abouti à la Loi fondamentale sur l'éducation de 1947. Ce « retour en arrière » aboutit à une « première mort du système éducatif d'après-guerre »³³ avec la réforme de 1958 conduite par le Parti libéral démocrate, qui souhaitait supprimer toute influence des historiens sur l'enseignement.

Dès la fin de l'occupation, les conservateurs s'étaient efforcés d'imposer un enseignement unilatéral et positif de l'histoire moderne, en durcissant le processus d'homologation des manuels par le ministère de l'Éducation et *via* le système des directives pour les maîtres — qui fixent la seule interprétation autorisée du texte. Une fois les manuels homologués ils sont ensuite choisis par zones d'éducation pour le secteur public, le choix étant libre pour le privé. Cette volonté de contrôle de l'enseignement des guerres modernes et de la place de l'empereur provoqua un conflit avec les historiens dès la décennie 1950, ceux-ci se préoccupant très tôt de ce raidissement de l'homologation³⁴. En mai 1960, les représentants des neuf plus importantes sociétés d'historiens, dont la prestigieuse Shigakkai (Société d'études historiques)³⁵, exigèrent du ministère d'obtenir la transparence sur les critères d'homologation. Mais la situation alla en empirant, amenant le rejet du manuel proposé en 1963 par Ienaga du fait de sa présentation de la Guerre du Pacifique³⁶. Se voyant exiger de nombreuses corrections encore l'année suivante, il décida en 1965 d'intenter un procès contre le Ministère, lors duquel il sera épaulé par les plus importantes sociétés d'historiens et par des associations. Une série de trois procès, complexes du fait de l'absence de précédent, et qui dura trente-deux ans.

Si ce conflit à propos de l'histoire moderne montrait une opposition entre les universitaires et le pouvoir — conflit dont l'enjeu était la clarification des

³² L'historien IENAGA rapporta dès 1960 ces problèmes des années 1950. *Ienaga Saburô shû* (Œuvres choisies de Ienaga Saburô), vol. 14 : *Rekishi kyôiku – kyôkasho saiban* (L'éducation de l'histoire et les procès sur les manuels), Tôkyô, Iwanami, 1998.

³³ Sur les politiques éducatives d'après août 1945 : Christian GALAN, « L'évolution du concept d'«éducation d'après-guerre» », in M. LUCKEN et al. (dir.), *Le Japon après la guerre, op. cit.*, p. 47-81. L'auteur montre comment « l'éducation d'après-guerre » aujourd'hui critiquée pour laxisme par le Parti libéral démocrate est en fait celle issue de cette réforme de 1958 opérée par ce parti afin d'abattre les avancées de 1945-1952 (la Loi de 1947 resta cependant en place).

³⁴ Il pouvait s'agir de toute mention concernant l'État, comme expliquer que la Constitution impériale de 1889 « n'était pas démocratique » ou bien citer le célèbre poème d'opposition à la Guerre Russo-japonaise de Yosano Akiko. En l'absence de transparence, dans les années 1950-1970 la liste des critiques potentiellement émises par le ministère semble avoir été infinie.

³⁵ Fondée en 1889, c'est la plus ancienne des sociétés japonaises d'historiens.

³⁶ Ienaga avait déjà essayé un refus en 1957.

responsabilités étatiques dans la guerre, puis l'enseignement des crimes de guerre (notamment les massacres de civils à Nankin en 1937) ainsi que de l'histoire coloniale —, au-delà c'est la liberté de travail de l'historien qui fut mise en avant par Ienaga dès 1960 contre ce qu'il qualifia d'« ingérences du pouvoir » et de « manipulations de l'Histoire » par l'État³⁷. Mais la mémoire collective japonaise se pensait comme victime de la guerre et avait, de par son poids, permis aux conservateurs d'agir de la sorte vis-à-vis des historiens. Histoire et pratique historique d'une part, et, d'autre part mémoire et représentations collectives ne coïncidaient pas. Les bombardements du printemps 1945 faisaient office de mémoire-écran, à tel point que la population se désintéressait de ces questions — pour ne pas mentionner le passé colonial qui était comme « oublié » à l'époque de la Haute Croissance. Un autre enjeu de ces débats, bien que moins connu³⁸, était la place de l'empereur dans l'histoire japonaise ; Inoue l'avait déjà critiquée en 1947. Au-delà, c'était la question du rapport entre mythe, récit et Histoire qui était en jeu — c'est-à-dire le maintien d'une écriture de type « histoire nationale » dans les manuels. De nombreux historiens réclamaient aussi l'abolition du système d'homologation qui était un instrument aux mains du Parti libéral démocrate³⁹.

Celui-ci tenta parallèlement, dans les années 1953-1970, de réimposer la figure de l'empereur au centre de l'idée nationale ; ceci contre la Gauche et les universitaires qui souhaitaient recentrer la démocratie japonaise autour de la nation. Alors que les deux blocs se raidissaient durant la seconde moitié de la Guerre d'Indochine et avec la Guerre de Corée (1950-1953), les États-Unis encouragèrent ce « retour en arrière » et le réarmement rapide du Japon perçu comme un « porte-avions insubmersible ». En 1953, suite à un rapport de la Diète critiquant le « mépris de la morale » nationale chez les nouveaux historiens, le Premier ministre Yoshida Shigeru (1878-1967)⁴⁰ évoqua la nécessité d'« insuffler un esprit de défense patriotique chez les Japonais⁴¹ ». La même année, l'envoyé spécial du gouvernement, Ikeda Hayato, et le Secrétaire d'État adjoint

³⁷ Ienaga Saburô shû, vol. 14, *op. cit.*, p. 157-159.

³⁸ Parce qu'il ne sera pas soulevé par la Chine et la Corée dans les années 1980. Cf. *infra*.

³⁹ Un système d'homologation analogue a été mis en place en Allemagne de l'Ouest après la guerre, au niveau du *Land*, afin d'éviter qu'apparaissent des contenus évoquant ceux d'avant 1945. C'est le fonctionnement plus que le système qui doit être interrogé.

⁴⁰ Premier ministre à deux reprises sous l'occupation puis après celle-ci, Yoshida contribua à rapprocher les États-Unis du Japon, ce qui constitue la vraie rupture avec l'avant août 1945.

⁴¹ Cité par NISHIKAWA Hiroshi, « Gakkô kyôiku to kôkogaku » (L'éducation scolaire et l'archéologie), in *Iwanami Kôza – Nihon kôkogaku* (Cours Iwanami d'archéologie du Japon), Tôkyô, Iwanami, 1986, vol. 7, p. 169-208.

américain, Walter Robertson, conclurent au rôle éminent d'une « éducation patriotique centrée sur l'empereur » afin de renforcer le Japon. Leurs entretiens marquèrent le début du réarmement du pays et le gel de la mémoire de la guerre et de la colonisation, les conservateurs étant confortés dans leur position par le vainqueur de la veille.

Outre l'enseignement civique et historique, un des grands moments de cette politique fut la restauration en 1967 du *Kigensetsu* (le 11 février), jour qui commémorait avant-guerre la fondation mythique du Japon par la dynastie impériale. Cette journée se vit rebaptisée « commémoration de la fondation du pays » (soit la fête nationale), malgré une opposition populaire et une critique d'universitaires⁴² tel que l'historien Tōyama Shigeki (1914-)⁴³ selon lequel le Parti libéral démocrate tentait de rétablir le « système impérial » à l'occasion du centenaire de la Restauration Meiji (1968). De 1969 à 1974, un projet de patronage étatique du sanctuaire Yasukuni, séparé de l'État en 1946, fut débattu, sans succès, cinq années de suite à la Diète, afin de renationaliser ce lieu de commémoration des militaires morts à la guerre⁴⁴.

Le sanctuaire Yasukuni — lieu religieux⁴⁵ et certes lié à un contexte culturel ayant son importance — relève d'une catégorie comprenant l'Arc de Triomphe et sa tombe du Soldat inconnu ou bien le mémorial Cenotaph à Londres, institutions participant de célébrations que l'historien George L. Mosse appelle « Cult of the Fallen Soldier »⁴⁶. Au-delà de sa forme concrète de sanctuaire *shintō*, le Yasukuni est un lieu de commémoration éminamment moderne établi afin de célébrer les mânes et le souvenir des militaires ayant eu une « mort honorable » pour la patrie (l'Angleterre évoque « the Glorious dead » ; la France, « les morts au Champ d'Honneur »). Fondé en 1869 sous le nom de Shōkon-sha (Sanctuaire d'invitation des mânes) pour commémorer la mémoire des guerriers morts pour le nouvel État de Meiji lors de la première guerre civile

⁴² TŌYAMA Shigeki, *Sengo no rekishigaku to rekishi ishiki* (Historiographie et conscience historique après-guerre), Tôkyô, Iwanami, 1969, rééd. 2001, p. 66. Des comités nationaux furent mis en place pour s'opposer à la restauration de cette journée.

⁴³ Historien des XIX^e-XX^e siècles, Tōyama était aussi militant et impliqué dans les procès des manuels. En 1983, il publia deux ouvrages à ce sujet dont : *Kyōkasho kentei no shisō to rekishi kyōiku — rekishika wa shōgen suru* (L'idéologie du système d'homologation des manuels et l'enseignement de l'histoire : les historiens témoignent), Tôkyô, Ayumi shuppan, 1983.

⁴⁴ Après quatre échecs consécutifs dus à une mobilisation populaire et des milieux religieux, le Parti libéral démocrate tenta de faire passer cette loi en force mais elle ne put aboutir pour inconstitutionnalité. Takahashi, *Yasukuni mondai*, *op. cit.*, p. 119-124.

⁴⁵ Avec le vocabulaire que cela suppose : « mânes des... » et non « mémoires des... », etc.

⁴⁶ George L. MOSSE, *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, Oxford Univ. Press, 1990 ; trad. fr. : *De la Grande Guerre au totalitarisme*, Hachette, Paris, 2003.

(1868-1869), il fut rebaptisé en 1879 Yasukuni (Pays apaisé) et accueillit tous les soldats décédés lors des conflits ultérieurs : les guerres inter-puissances⁴⁷, la seconde guerre civile (1877) et, surtout, la Seconde Guerre mondiale qui concerne l'écrasante majorité des personnes célébrées, avec près de 2 300 000 sur les 2 500 000 mânes du sanctuaire. D'où un poids mémoriel de 1937-1945 au Japon égal à celui de la Grande Guerre pour la France.

En outre, sont également célébrés tous ceux décédés lors des guerres coloniales (guerres de pacification ou opérations de « police intérieure »), ainsi que tous les sujets non métropolitains⁴⁸ (surtout coréens et taiwanais) ayant combattu au sein de l'Armée impériale comme auxiliaires ou comme militaires. Près de 50 000 d'entre eux sont commémorés au Yasukuni et sont de ce fait reconnus par l'ancienne métropole, malgré son refus de verser des pensions aux familles⁴⁹. Tout comme les institutions homologues des autres États-nations, le Yasukuni relève de la Raison d'État, et non d'un principe religieux. Il fonctionne suivant une logique de la fidélité s'exprimant par une dichotomie entre ami et ennemi⁵⁰ qui, comme dans tous les empires modernes, ne se superpose pas exactement avec la différence entre national et étranger.

La critique faite à son encontre concerne principalement deux points : d'une part la présence de quatorze criminels de guerre de « catégorie A » condamnés en 1948 et dont les noms ont été ajoutés au sein de la commémoration commune en 1978⁵¹ ; d'autre part l'exhibition permanente (ouvertement apologétique) du Muséum Yûshûkan au sein du sanctuaire. Mais au-delà, c'est la relation officieuse entre le sanctuaire et l'État — pourtant institutionnellement séparés — qui est pointée par la Chine populaire et par les deux Corée. Celles-ci n'élevèrent de critiques qu'en 1985, et non en 1978, lors de la visite officielle du Premier ministre Nakasone Yasuhiro

⁴⁷ Le Yasukuni vint coiffer l'ensemble du système commémoratif en 1895 lorsque le Japon dut honorer quelques 13 000 combattants tombés contre la Chine. Dix ans plus tard, plus de 80 000 combattants tombaient lors de la Guerre Russo-japonaise, qui préfigurait des massacres de la Grande Guerre de par les techniques employées.

⁴⁸ Dans le cas de l'empire français il s'agit des « indigènes ». Dans l'Empire du Grand Japon les Coréens étaient de nationalité japonaise, et il n'y a en outre aucune différence de traitement au Yasukuni.

⁴⁹ Le problème des pensions est, comme le Yasukuni, fondamentalement transnational. Lors des procès intentés, encore après l'an 2000, par des ex-militaires coréens contre l'État japonais, d'ex-militaires japonais (métropolitains) se sont portés partie civile à leur côté contre l'État. En outre, des Coréens furent jugés lors des procès des criminels de guerre de catégories B et C.

⁵⁰ Selon les concepts de Carl SCHMITT dans *La notion de politique* (1932 ; Paris, Flammarion, 1992).

⁵¹ Les criminels de catégories B et C (environ 1 000 personnes) avaient été ajoutés dans les années 1960.

(1918-)⁵². Au-delà de ces deux points — en réalité controversés y compris au sein du Parti libéral démocrate dont une tendance souhaite rendre le sanctuaire plus présentable — c'est au final le Yasukuni lui-même qui est honni en Asie orientale : parce qu'il commémore les troupes qui agressèrent ces pays et menèrent l'effort colonial. Mais n'est-ce pas le cas pour tous les mémoriaux de ce type, notamment en Europe ? La Corée du Sud possède elle aussi une telle institution, le Hyôngch'ung-wôn à Seoul⁵³. Ce type de rapport de l'État aux guerres modernes et à la colonisation n'est pas spécifique du Japon mais concerne plus généralement les commémorations des armées modernes.

L'internationalisation du débat sur l'enseignement et la montée des revendications mémorielles

Face à une mémoire collective se reconstruisant de manière hégémonique sous la forme d'une victimisation — et parce qu'ils s'opposaient aux ingérences d'un État souhaitant perpétuer le bon souvenir de « l'Armée impériale » (*Kôgun*) et des « guerres justes » —, les marxistes et les libéraux étaient dans une situation paradoxale qui contribua à enfermer durablement la nation dans cette position de victime. Le « peuple japonais » devenait ainsi, sous la plume des historiens marxistes des décennies 1950 et 1960 puis sous celle des associations citoyennes, une double victime : victime du militarisme et de l'embrigadement « fasciste »⁵⁴, mais aussi victime des bombardements américains. Parallèlement, la mémoire des militaires renforçait ce double schéma, mémoire des revers sur le continent et d'épisodes emblématiques telles les batailles à Okinawa ou à Iwôjima au printemps 1945, mémoire de la déroute en Birmanie ou de la famine des militaires abandonnés en Nouvelle-Guinée. On peut évoquer ici un « traumatisme des Mers du Sud »⁵⁵. Maruyama qui évoquait en 1946 un « système de l'irresponsabilité »⁵⁶ est bien représentatif d'une génération d'intellectuels qui éprouvait

⁵² Officier de la Marine impériale durant la Guerre du Pacifique, Nakasone a cependant ensuite eu une attitude compréhensive à l'égard des pays voisins et il interrompit ses visites. Malgré sa tentative de tourner la page, il ne relève pas de la « Droite décomplexée » qui viendra ensuite.

⁵³ Sont commémorées dans ce cimetière, en partie symbolique, les « mânes héroïques » des patriotes littéralement comme au Japon (jp. *eilei* ; kr. *yônglyông*) dont des criminels de guerre du contingent coréen de la Guerre du Vietnam. Hyôngch'ung signifie « haute fidélité ».

⁵⁴ Ces auteurs utilisent ce terme, mais si la période 1937-1945 correspond à un régime d'ordre, sécuritaire et moral, belliciste, elle ne peut être saisie comme fascisme ou comme « totalitarisme ».

⁵⁵ Selon la formulation de l'historien John Breen.

⁵⁶ MARUYAMA, 1946, *art. cit.*

un profond ressentiment à l'encontre des hauts gradés militaires. Cela contribua à renforcer l'idée que seules les classes dirigeantes étaient coupables⁵⁷, conception à la base du combat pour un enseignement historique civique.

Cette confrontation entre deux camps s'internationalisa en 1982, lorsque la Chine et les deux Corée s'inquiétèrent du cheminement suivi par la commission d'homologation. La crise de 1982 portait sur la présentation dans les manuels des guerres coloniales et d'agression japonaises — à propos notamment de la formulation « avancées » militaires en place d'« agression » — et de l'annexion de la Corée, point qui suscitait une controverse depuis l'indépendance. Le gouvernement japonais promit alors de « prendre en considération les pays limitrophes », sans toutefois remettre en question son attitude condescendante vis-à-vis des anciens dominés. L'arrivée au pouvoir de Nakasone fin 1982⁵⁸ fut marquée par un projet de « bilan général de la politique d'après-guerre » afin de mettre fin aux réclamations de repentance ainsi qu'aux exigences des historiens. C'est dans ce cadre que Nakasone rendit hommage aux morts du Yasukuni le 15 août 1985, anniversaire à la fois de la Défaite pour le Japon et de l'Indépendance pour la Corée⁵⁹. Une nouvelle crise éclata dès 1986-1987 au sujet d'un manuel proposé au Ministère par un groupe néonationaliste : Nakasone exigea à quatre reprises la modification de ce texte après homologation⁶⁰. Après le plan national, la crise se déployait sur le plan international.

Il existe plusieurs causes à cette amplification des débats dans les décennies 1980-1990. Tout d'abord, les premiers résultats définitifs des trois procès menés par les historiens autour de Ienaga furent connus à cette époque, ce qui entraîna, en s'appuyant sur l'historiographie récente de la guerre et de la colonisation, une pression plus grande de la part des historiens et des associations sur le contenu scientifique des manuels. Autrement dit, la crise s'exacerba dans les années 1980 non pas tant du fait d'une brusque « histoire officielle » étatique, mais plutôt à cause d'une bipolarisation accrue entre les deux camps en présence. À la fin des années 1980, les manuels mentionnaient dorénavant les crimes de guerre et le fait colonial, en s'appuyant sur la recherche

⁵⁷ Ces auteurs utilisaient le mot *kokkashugi* (litt.« étatismisme ») pour traduire « nationalisme » dans un sens péjoratif car ils pensaient le nationalisme comme un complot de l'État contre le peuple.

⁵⁸ Nakasone fut le chef du gouvernement de novembre 1982 à novembre 1987.

⁵⁹ On peut évoquer le 8 mai 1945 (France / Sétif).

⁶⁰ Cette ingérence de l'exécutif dans les affaires de la commission est cependant problématique. Ce manuel était rédigé par l'« Assemblée nationale pour la défense du Japon », fondé en 1981 et renommée « Assemblée du Japon » (Nippon kaigi) en 1997.

débutée après 1965⁶¹, pour mentionner dans les années 1990 l'esclavage sexuel (notamment des Coréennes durant la Seconde Guerre mondiale)⁶². Ce décalage de vingt ans entre la décolonisation (1945), le début de recherche historique sur la colonisation (vers 1965) et enfin son influence sur les manuels et l'explosion d'un débat mémoriel (vers 1982-1985), interroge quand on le rapporte au cas français (décolonisation achevée en 1962, historiographie universitaire débutant vers 1980 et débats mémoriels éclatant vers 2000).

Ensuite, plusieurs événements historiques s'ajoutèrent à ces facteurs internes japonais dans le cas de l'Asie orientale, pour amplifier ceux-ci dans les années 1990 : d'abord la fin de la dictature militaire en Corée du Sud (1987) qui vit la réapparition de la question de l'esclavage sexuel et celle des réparations japonaises (problème éludé lors du Traité de 1965⁶³) ; ensuite, la mort de l'empereur Hirohito (1989), qui provoqua un renouveau du débat sur sa responsabilité ; enfin, la fin de la Guerre froide (1991), événement mondial qui fit resurgir de questions jusque-là réprimées. Signe du temps, à partir de 1991 le Japon et la Corée du Nord entamaient des négociations afin de normaliser leurs relations diplomatiques. Mais ces négociations furent compliquées par l'exigence répétée des représentants nord-coréens que le Japon reconnaisse « l'Occupation » de la Corée, « pays belligérant ». Il y a donc, d'une part, une évolution des débats sur les plans national et international, peut-être liée à une certaine distance avec les événements et à un certain laps de temps nécessaire à la recherche pour s'imposer au sein du débat public, ainsi que, d'autre part, un faisceau de conditions historiques spécifiques de la fin des années 1980⁶⁴.

Ce contexte de « remontée des mémoires » renforça le poids des historiens dans le débat public tout en voyant une utilisation accrue de leurs travaux à des fins de dénonciation de l'État japonais et dans l'objectif d'obtenir des réparations, fait attesté par le grand nombre de procès intentés contre l'État après 1993 en rapport avec la Seconde Guerre mondiale⁶⁵ — les pensions constituent un autre problème⁶⁶. Cette

⁶¹ Un des aboutissements importants de ce travail fut la collection : ÔE Shinobu (dir.), *Kindai nihon to shokuminchi* (Le Japon moderne et ses colonies), Tôkyô, Iwanami, 1993, 8 vol.

⁶² Il faut se prévenir d'un anachronisme au sujet de la question des « femmes de réconfort » de l'Armée impériale, question qui n'avait pas été débattue en Corée du temps de la dictature militaire.

⁶³ Cf. *supra* pour 1965. On peut se demander, historiquement, si en obtenant des réparations pour colonisation la Corée ne créerait pas un précédent dans l'histoire de la décolonisation moderne.

⁶⁴ C'est au même moment qu'en Autriche le consensus « victimiste » d'après-guerre se brisait avec l'affaire Waldheim en 1986, puis autour du cinquantenaire de l'*Anschluss* en 1988.

⁶⁵ Il faut distinguer les réclamations des historiens de celles des autres universitaires ou des associations.

situation suscita une réaction des conservateurs dont l'attitude se radicalisa. L'absence de compromis chez les « Faucons » est aussi l'expression de cette bipolarisation accrue des camps en présence, dans des combats voyant s'entrecroiser histoire et mémoire. On peut aussi considérer que le choix administratif des manuels par des commissions mixtes, par zones éducatives, participe des causes de ces controverses : si les manuels étaient librement choisis par les enseignants à titre individuel, il serait plus difficile de faire pression sur l'enseignement.

L'amélioration du contenu scientifique des manuels et la pénétration progressive des résultats universitaires au sein d'une partie de la population eut pour effet que le consensus « victimiste » d'après-guerre se fragilisa dans les années 1980. La frange dure du Parti libéral démocrate décida de poursuivre dans la direction initialement proposée par Nakasone afin de « décomplexer » la Droite vis-à-vis du passé, en produisant son propre manuel d'histoire. Ce groupe du Parti libéral démocrate mit en place une commission de réflexion sur l'histoire japonaise entre 1993 et 1995, à laquelle participèrent 105 députés et sénateurs du parti dont les futurs premiers ministres Mori Yoshirô (1937-), Hashimoto Ryûtarô (1937-2006) et Abe Shinzô (1954-)⁶⁷. Les intervenants étaient des intellectuels proches de leurs idées, souvent universitaires mais rarement historiens⁶⁸. Les « travaux » de commission débouchèrent sur la publication d'un rapport qui doit être qualifié de révisionniste⁶⁹, puis sur la mise en place de la « Société pour la rédaction d'un nouveau manuel d'histoire » en janvier 1997⁷⁰, *lobby* composé par les intellectuels qui s'étaient exprimés lors des réunions de 1993-1995. Au même moment, le 15 août 1995, le Premier ministre socialiste Murayama Tomiichi (1924-) reconnaissait la responsabilité du Japon et présentait des excuses officielles

⁶⁶ Si la question des réparations touche aux nationalismes coréens et chinois, celle des pensions concerne des familles dont les défunts participèrent de l'effort de guerre japonais ou bien des militaires encore vivants. Ces pensions signifieraient une reconnaissance par l'ancienne métropole. À passer outre cette complexité, on ne pourra comprendre pourquoi des Coréens ou des Taiwanais siègent comme partie civile aux côtés de « pro-Yasukuni » japonais lors de procès intentés contre le sanctuaire, ou bien la co-présence d'ex-militaires métropolitains et issus des colonies lors de procès sur les pensions de guerre.

⁶⁷ Hashimoto fut Premier ministre en 1996-1998, Mori en 2000-2001 et Abe en 2006-2007. Nakasone n'y participa pas.

⁶⁸ Il y a le cas de l'historien Matsumoto Ken.ichi, qui refusa ensuite d'adhérer à la Société mise place en 1997 (cf. *infra*).

⁶⁹ Notamment concernant Nankin. *Rekishi kentô iinkai dir.* (Commission d'enquête sur l'Histoire), *Daitôa sensô no sôkatsu* (Synthèse sur la Guerre de la Grande Asie Orientale), Tôkyô, Tentensha, 1995.

⁷⁰ Ce groupe, alors constitué autour de Nishio Kanji, prenait la suite de la « Société d'étude pour une histoire libérale » de Fujioka Nobukatsu et accueillit Kobayashi Yoshinori, auteur du manga *Senrô ron* (De la guerre), qui fait l'apologie de la guerre et de la colonisation.

pour la guerre et pour la colonisation : il fut critiqué par une pétition initiée par des députés du Parti libéral démocrate⁷¹. Puis le manuel produit par la « Société » provoqua deux crises en 2001 et en 2005, elles-mêmes traversées par six visites du Premier ministre Koizumi Jun.ichirô (1942-) au sanctuaire Yasukuni de 2001 à 2006.

Le changement générationnel au sein du parti pèse de tout son poids, le personnel politique né à la fin ou après la guerre ne s'estimant plus tenu aux compromis, même ponctuels, de la génération précédente. L'attitude et les déclarations de premiers ministres tels Koizumi ou Abe sont-elles ainsi entâchées de contradictions entre, d'une part, des excuses officielles et des prises de position répétées contre la guerre et la colonisation, et, d'autre part, des « dérapages » sur des points historiques touchant à la responsabilité de l'État ou encore le poids chez eux des commémorations⁷². Le soutien apporté au manuel de la « Société » posa aussi problème, le Ministère s'efforçant d'homologuer un texte sur lequel il exigeait pourtant, en 2001, 137 corrections⁷³, n'hésitant pas écartier un membre de la commission opposé au manuel⁷⁴. Ce texte pour le collège, doublé d'un manuel d'éducation civique, eut en outre un écho important grâce à une version commerciale, pratique inhabituelle. La question « des » manuels scolaires japonais concerne donc, pour cette période, *un* manuel précis et non les sept autres de divers éditeurs ; en outre, ce manuel n'a été adopté tant en 2001 qu'en 2005 que par moins de 1% des écoles⁷⁵. Les autres manuels sont de bonne qualité, parfois rédigés par des historiens universitaires⁷⁶. Mais ils furent l'objet d'une auto-censure après 2001-2005, effet indirect mais succès certain de l'effort mené par la « Société »⁷⁷. Le texte apologétique de ce groupe soulève deux questions lancinantes, qui sont celle de

⁷¹ Murayama était à la tête d'un gouvernement de coalition de juin 1994 à janv. 1996. La pétition obtint environ cinq millions de signatures.

⁷² Abe a insisté sur la nécessité de remettre en place « une école qui apprenne l'amour du pays » ainsi que sur le besoin de tourner la page de la guerre et de la colonisation. Abe Shinzô, *Utsukushii kuni e* (Pour [construire] un beau pays), Tôkyô, Bungei shunjû, 2006.

⁷³ Le nombre moyen pour les autres manuels était de trente.

⁷⁴ A. NANTA, « L'actualité du révisionnisme historique », *Ebisu*, n°26, 2001, p. 127-153 ; n°27, p. 129-138 ; « Le débat sur l'enseignement de l'histoire au Japon », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°88, 2007, p. 13-19

⁷⁵ 0,1% en 2001, 0,4% dont un arrondissement de Tôkyô en 2005, le maire-préfet Ishihara Shintarô (1932-), d'extrême-droite non affilié, étant très favorable à ce manuel et membre de l'« Assemblée du Japon ». La critique du manuel avait débutée le 15 décembre 2000 avec une pétition lancée par soixante historiens renommés, dont Asao Naohiro, Amino Yoshihiko, Kasahara Tokushi, Nakazuka Akira ou Yasumaru Yasuo, et qui obtint 829 signatures d'universitaires avant l'homologation de mars 2001.

⁷⁶ Notamment ceux l'éditeur Yamakawa, pour le lycée.

⁷⁷ Tous les manuels mentionnaient l'esclavage sexuel dans la série 1997, mais plus aucun en 2005.

la perception du passé chez les conservateurs et celle du poids concret que les historiens peuvent avoir au Japon vis-à-vis des manuels ou de l'opinion publique dans un contexte où le Ministère est lié au même parti quasiment sans discontinu depuis 1955.

Une explosion mondiale des mémoires ?

Tout en répétant des excuses officielles, le Parti libéral démocrate a, depuis les années d'après-guerre, pris position de manière apologétique tant sur la guerre que sur la colonisation. En arrière-plan de ces contradictions se dégage une posture condescendante peut-être typique des anciennes puissances coloniales. Face à cela, les historiens japonais ne peuvent être accusés de n'avoir fait leur métier : pratique historique et État s'opposèrent dès les années 1950 autour de l'enseignement de l'histoire, puis dans les années 1980 et après l'éclatement de l'Union soviétique en 1991 tandis que la mémoire du passé ressurgissait chez les anciens dominés. Ce qui était naguère un combat des historiens pour la reconnaissance des faits, notamment les crimes de guerre et la violence coloniale, face à l'État et à une population « victimisée », semble aujourd'hui se transformer en un nouveau paradigme d'interprétation du passé dans lequel histoire et mémoire s'entrecroisent pour produire des revendications contre le « système impérial » au Japon ou contre le Japon chez les voisins dont le nationalisme nouveau oppose agresseurs et résistance au sein d'épopées manichéennes.

Ces tensions mémorielles autour de la guerre et de la colonisation en Asie orientale ne sont pas sans évoquer, au-delà de différences concrètes, les tensions homologues en France et les critiques émises de l'autre côté de la Méditerranée. Mais l'Algérie n'est pas la 11^e puissance économique mondiale, comme la Corée du Sud et, derrière elle, l'Afrique ne constitue pas un État unifié de 1,3 milliard d'habitants doté de l'arme nucléaire, comme la Chine⁷⁸. Les revendications mémorielles de la Chine et des deux Corée constituent ainsi un problème autrement plus épineux pour le Japon, qui tente de progresser sur une voie étroite entre un « repentir » affiché et une fidélité à la mémoire des morts pour le pays. Pour le Parti libéral démocrate, la question historique

⁷⁸ On peut se demander comment réagirait l'État français si l'Algérie ou le Viêtnam demandaient que cessent les visites du Président de la République à l'Arc de Triomphe le 14 juillet, ou bien que soient retirées les plaques exprimant la « reconnaissance de la nation » aux « morts pour la France » lors des guerres de décolonisation. Évoquerait-il les « aspects positifs de la colonisation » ?

relève autant de l'honneur national que de la formation des générations futures, dont il faut s'assurer du « patriotisme » dans un contexte de montée en puissance de la Chine populaire. Car, à la différence de l'Histoire, la remontée des mémoires relève davantage de facteurs émotionnels et conjoncturels largement liés aux sociétés contemporaines : l'intégration de l'immigration récente en France ou les enjeux géopolitiques et énergétiques en Asie.

Au-delà des revendications de tous bords, la mémoire des bombardements conventionnels et atomiques de 1945 ou celle de la Bataille d'Okinawa d'une part, et, d'autre part, la mémoire de l'expansion impérialiste sur le continent — la mémoire de l'empire colonial et celle de la « Sphère de co-prospérité de la grande Asie orientale » —, ne peuvent être opposées ou mesurées l'une par rapport à l'autre. Ces mémoires constituent un tout indissociable que l'Histoire ne peut réconcilier de par sa vocation à saisir le passé dans son ensemble et dans ses contradictions. Face à la mémoire de victime au Japon, qui autorisa largement les manœuvres du pouvoir, on pourrait se demander dans quelle mesure en France la mémoire de Vichy et de l'Occupation n'a pas gêné un temps le traitement historique du passé colonial ou aidé à son « oubli » dans la mémoire collective. Ici comme là-bas, l'histoire des empires modernes constitue un tout duquel on ne peut distinguer histoire « nationale » et « extérieure ». Mais si les empires coloniaux furent des blocs régionaux qui marquèrent un moment de l'histoire mondiale, ceux-ci s'opposent aujourd'hui à des mémoires largement « renationalisées ». Tandis que les élites sont figées dans un refus du dialogue et que la population se désintéresse largement de ces débats, c'est peut-être la capacité à se tourner vers l'autre qui pourra, dans l'avenir, permettre d'écrire une histoire plurielle dépassant les mémoires fragmentées.